

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

Index des états financiers et notes annexes

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)	3
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)	4
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)	5
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité).....	6
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)	7

NOTES ANNEXES (NON AUDITÉ)

Note 1.	La Société et ses activités	8
Note 2.	Base d'établissement	8
Note 3.	Gestion du capital	12
Note 4.	Liquidités et financement.....	12
Note 5.	Secteurs opérationnels	13
Note 6.	Créances sur prêts	16
Note 7.	Dette à long terme	18
Note 8.	Capital social	18
Note 9.	Paiements fondés sur des actions	19
Note 10.	Produits.....	20
Note 11.	Coûts des activités génératrices de produits.....	21
Note 12.	Frais de vente, généraux et administratifs	21
Note 13.	Charges financières nettes	22
Note 14.	Impôt sur le résultat	22
Note 15.	Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie	23
Note 16.	Instruments financiers	23
Note 17.	Éventualités	25

Bilans consolidés intermédiaires résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 2 octobre 2021	Au 26 septembre 2020	Au 2 janvier 2021
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	1 548,3 \$	1 302,8 \$	1 327,2 \$
Placements à court terme	580,0	402,2	643,0
Créances clients et autres débiteurs	834,9	917,7	973,6
Créances sur prêts (note 6)	5 329,1	4 975,0	5 031,8
Stocks de marchandises	2 875,2	2 505,1	2 312,9
Impôt sur le résultat à recouvrer	24,9	36,0	21,9
Charges payées d'avance et dépôts	220,9	179,7	193,8
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	4,3	15,6	42,6
Total des actifs courants	11 417,6	10 334,1	10 546,8
Créances à long terme et autres actifs	660,7	683,1	631,9
Placements à long terme	176,7	176,3	146,2
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 374,1	2 331,3	2 372,8
Immeubles de placement	389,2	391,1	385,8
Immobilisations corporelles	4 439,7	4 247,1	4 298,2
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 872,6	1 512,4	1 696,7
Impôt différé	230,9	297,5	298,7
Total de l'actif	21 561,5 \$	19 972,9 \$	20 377,1 \$
PASSIF			
Dettes bancaires (note 15)	12,9 \$	6,8 \$	— \$
Dépôts	2 026,0	966,6	1 228,0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 572,8	2 555,6	2 508,3
Provisions	176,6	169,3	196,7
Emprunts à court terme	114,8	563,9	165,4
Emprunts	492,6	552,4	506,6
Tranche courante des obligations locatives	361,0	355,7	329,9
Impôt à payer	66,8	100,2	120,4
Tranche courante de la dette à long terme	719,7	150,5	150,5
Total des passifs courants	6 543,2	5 421,0	5 205,8
Provisions à long terme	63,5	68,3	70,3
Dette à long terme	3 547,5	4 114,8	4 115,7
Dépôts à long terme	2 065,5	2 282,4	2 281,7
Obligations locatives à long terme	2 015,4	1 719,1	1 896,6
Impôt différé	123,1	121,3	122,0
Autres passifs à long terme	844,1	789,6	850,3
Total du passif	15 202,3	14 516,5	14 542,4
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 8)	607,3	593,5	597,0
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de perte globale	(154,6)	(203,4)	(237,7)
Bénéfices non distribués	4 532,6	3 732,3	4 136,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	4 988,2	4 125,3	4 499,1
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 371,0	1 331,1	1 335,6
Total des capitaux propres	6 359,2	5 456,4	5 834,7
Total du passif et des capitaux propres	21 561,5 \$	19 972,9 \$	20 377,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Produits (note 10)	3 913,1 \$	3 986,4 \$	11 154,5 \$	9 996,5 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 11)	2 556,0	2 639,6	7 266,0	6 769,8
Marge brute	1 357,1	1 346,8	3 888,5	3 226,7
Autres (produits) charges	(2,7)	5,6	(28,7)	29,8
Frais de vente, généraux et administratifs (note 12)	935,0	838,8	2 766,9	2 545,7
Charges financières nettes (note 13)	54,9	60,1	168,4	197,7
Bénéfice avant impôt	369,9	442,3	981,9	453,5
Impôt sur le résultat	90,4	116,0	256,9	112,7
Bénéfice net	279,5 \$	326,3 \$	725,0 \$	340,8 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	243,7 \$	296,3 \$	619,1 \$	263,0 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	35,8	30,0	105,9	77,8
	279,5 \$	326,3 \$	725,0 \$	340,8 \$
Bénéfice par action de base	4,01 \$	4,87 \$	10,18 \$	4,32 \$
Bénéfice par action dilué	3,97 \$	4,84 \$	10,08 \$	4,30 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	60 807 123	60 808 021	60 807 859	60 928 842
Dilué	61 337 523	61 185 383	61 430 301	61 101 887

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Bénéfice net	279,5 \$	326,3 \$	725,0 \$	340,8 \$
Autres éléments de bénéfice global (perte globale), déduction faite de l'impôt				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
Profits nets (pertes nettes) liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	4,3	(1,5)	9,5	(33,2)
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(3,0)	3,9	—	(3,6)
Reclassement de la perte en résultat	2,6	0,5	11,7	1,0
Écart de change	23,3	(10,1)	(12,7)	(61,8)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :				
Profits nets (pertes nettes) liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	50,1	(25,8)	1,3	54,4
Autres éléments de bénéfice global (perte globale)	77,3 \$	(33,0) \$	9,8 \$	(43,2) \$
Autres éléments de bénéfice global (perte globale) attribuables aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	76,5 \$	(33,5) \$	5,5 \$	(36,0) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	0,8	0,5	4,3	(7,2)
	77,3 \$	(33,0) \$	9,8 \$	(43,2) \$
Bénéfice global	356,8 \$	293,3 \$	734,8 \$	297,6 \$
Bénéfice global attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	320,2 \$	262,8 \$	624,6 \$	227,0 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	36,6	30,5	110,2	70,6
	356,8 \$	293,3 \$	734,8 \$	297,6 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	279,5 \$	326,3 \$	725,0 \$	340,8 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et d'actifs au titre de droits d'utilisation (notes 11 et 12)	146,3	144,4	433,6	435,1
(Reprise de) perte de valeur des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles	(0,9)	—	(0,9)	27,9
Impôt sur le résultat	90,4	116,0	256,9	112,7
Charges financières nettes (note 13)	54,9	60,1	168,4	197,7
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	31,0	26,9	89,6	84,8
(Profit) perte à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation	(5,0)	2,9	(18,7)	(5,9)
Total, à l'exception des éléments suivants :	596,2	676,6	1 653,9	1 193,1
Intérêts versés	(67,8)	(72,7)	(189,4)	(217,3)
Intérêts reçus	3,3	4,0	9,6	12,4
Impôt sur le résultat payé	(30,0)	(64,3)	(280,9)	(69,8)
Variation des créances sur prêts	(146,7)	192,1	(259,9)	934,8
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(314,3)	(247,5)	(260,0)	(173,0)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	40,7	488,2	673,3	1 680,2
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(119,8)	(54,8)	(331,9)	(189,0)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(39,8)	(55,4)	(103,4)	(103,2)
Total des entrées	(159,6)	(110,2)	(435,3)	(292,2)
Acquisition de placements à court terme	(267,6)	(307,4)	(757,7)	(467,4)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	332,1	106,7	855,9	296,8
Produit de la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placements et d'actifs détenus en vue de la vente	5,2	1,9	62,1	3,5
Paievements de loyers au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital)	2,7	4,2	10,6	12,6
Acquisition de placements à long terme et autres	(53,1)	(21,6)	(114,5)	(68,8)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(140,3)	(326,4)	(378,9)	(515,5)
Activités de financement				
Dividendes versés	(68,0)	(65,4)	(203,4)	(197,4)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(16,1)	(24,2)	(87,1)	(65,5)
Total des dividendes et des distributions payés	(84,1)	(89,6)	(290,5)	(262,9)
Émission nette (remboursement net) de titres d'emprunt à court terme	27,7	175,0	(50,6)	113,9
Émission de titres d'emprunt	42,5	13,6	267,8	164,7
Remboursement de titres d'emprunt	(116,2)	(73,5)	(281,8)	(233,7)
Émission de titres d'emprunt à long terme	—	480,0	150,0	1 198,6
Remboursement sur la dette à long terme	(0,1)	(1 450,1)	(150,3)	(1 450,7)
Paievement d'obligations locatives (sur le capital)	(93,4)	(84,5)	(267,9)	(254,6)
Paievement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	—	(1,9)	(1,0)	(2,2)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	(3,5)	(3,7)	(11,0)	(107,9)
Paievements liés aux instruments financiers	(7,0)	(15,6)	(29,2)	(30,4)
Variation des dépôts	(70,8)	192,7	578,3	801,4
Flux de trésorerie (affectés aux) activités de financement	(304,9)	(857,6)	(86,2)	(63,8)
Flux de trésorerie (utilisés) générés au cours de la période	(404,5)	(695,8)	208,2	1 100,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	1 939,9	1 991,8	1 327,2	195,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	1 535,4 \$	1 296,0 \$	1 535,4 \$	1 296,0 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 2 janvier 2021	597,0	\$ 2,9	\$ (123,1)	\$ (114,6)	\$ (237,7)	\$ 4 136,9	\$ 4 499,1	\$ 1 335,6	\$ 5 834,7
Bénéfice net	—	—	—	—	—	619,1	619,1	105,9	725,0
Autres éléments de bénéfice global (perte globale)	—	—	18,2	(12,7)	5,5	—	5,5	4,3	9,8
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	18,2	(12,7)	5,5	619,1	624,6	110,2	734,8
Transferts des pertes liées aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	77,6	—	77,6	—	77,6	—	77,6
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	10,9	—	—	—	—	—	10,9	—	10,9
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(11,0)	—	—	—	—	—	(11,0)	—	(11,0)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	10,4	—	—	—	—	(10,4)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(213,0)	(213,0)	—	(213,0)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	12,3	12,3
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(87,1)	(87,1)
Total des apports et des distributions	10,3	—	77,6	—	77,6	(223,4)	(135,5)	(74,8)	(210,3)
Solde au 2 octobre 2021	607,3	\$ 2,9	\$ (27,3)	\$ (127,3)	\$ (154,6)	\$ 4 532,6	\$ 4 988,2	\$ 1 371,0	\$ 6 359,2

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 décembre 2019	588,0	\$ 2,9	\$ (28,3)	\$ (101,6)	\$ (129,9)	\$ 3 729,6	\$ 4 190,6	\$ 1 314,1	\$ 5 504,7
Bénéfice net	—	—	—	—	—	263,0	263,0	77,8	340,8
Autres éléments de bénéfice global (perte globale)	—	—	25,8	(61,8)	(36,0)	—	(36,0)	(7,2)	(43,2)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	25,8	(61,8)	(36,0)	263,0	227,0	70,6	297,6
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(37,5)	—	(37,5)	—	(37,5)	—	(37,5)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	10,6	—	—	—	—	—	10,6	—	10,6
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(107,1)	—	—	—	—	—	(107,1)	—	(107,1)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au programme de rachat d'actions automatique (note 8)	3,0	—	—	—	—	46,1	49,1	—	49,1
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	99,0	—	—	—	—	(99,0)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(207,4)	(207,4)	—	(207,4)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	12,1	12,1
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(65,7)	(65,7)
Total des apports et des distributions	5,5	—	(37,5)	—	(37,5)	(260,3)	(292,3)	(53,6)	(345,9)
Solde au 26 septembre 2020	593,5	\$ 2,9	\$ (40,0)	\$ (163,4)	\$ (203,4)	\$ 3 732,3	\$ 4 125,3	\$ 1 331,1	\$ 5 456,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180, rue Yonge, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un grand éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 10 novembre 2021.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers intermédiaires sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

Comme il est indiqué à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société, la pandémie de coronavirus (« COVID-19 ») continue de susciter une incertitude accrue en ce qui a trait aux estimations et aux hypothèses comptables, et accroît la nécessité d'exercer des jugements lors de l'évaluation du contexte économique et de son incidence sur les estimations importantes.

Il existe une incertitude importante quant à la portée et à la durée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la Société. La portée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations décrits à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société dépendra des développements futurs, qui sont grandement incertains et ne peuvent être anticipés. La COVID-19 continue d'avoir une incidence sur les hypothèses relatives à l'analyse de la dépréciation des immeubles de placement, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles de la Société, de même que sur les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur de l'instrument financier rachetable et l'information utilisée pour estimer les corrections de valeur pour créances sur prêts à l'égard des créances sur cartes de crédit. Les changements apportés aux hypothèses et aux données d'entrée au cours du trimestre n'ont pas eu d'incidence sur les présents états financiers intermédiaires, sauf en ce qui concerne les corrections de valeur à l'égard des créances sur cartes de crédit, comme il est expliqué à la note 6.

La direction continuera de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie sur ses jugements, ses estimations, ses méthodes comptables et les montants comptabilisés dans les états financiers intermédiaires, y compris, sans s'y limiter, la dépréciation des actifs financiers et non financiers, la juste valeur des instruments financiers rachetables et les créances sur prêts.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2021, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)*, qui a été publiée en août 2020. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]), dans le cas où les TIO seraient remplacés par des taux de référence alternatifs.

En ce qui concerne les instruments financiers comptabilisés au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification, de sorte qu'advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate soit constaté. Au 2 octobre 2021, à l'exception des placements à court et à long terme d'un montant de 241,4 millions de dollars qui précisent la durée du taux offert en dollars canadiens (« CDOR ») sur trois mois, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers non dérivés de la Société aux TIO visés par la réforme n'était pas importante.

Les modifications prévoient également une mesure d'allègement temporaire qui permet aux relations de couverture de se poursuivre au moment du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux d'intérêt de référence alternatif dans certaines conditions admissibles, y compris la modification de la désignation de couverture et de la documentation pour refléter le nouveau taux, et permettent de nouvelles relations de couverture qui entrent dans le champ d'application des modifications de la phase 2.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR.

Depuis le premier trimestre, la Société a adhéré à l'International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (« protocole de l'ISDA »). Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence. Avec prise d'effet le 17 mai 2021, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited, l'administrateur du taux CDOR, a cessé la publication des taux CDOR à six mois et à 12 mois. Les taux CDOR à un mois, à deux mois et à trois mois continueront néanmoins d'être publiés. En date des présents états financiers intermédiaires, les instruments de couverture de la Société ne précisent pas les taux CDOR à six mois et à 12 mois. Les mesures de simplification prévues au titre de ces modifications seront appliquées pour l'exercice 2021 et par la suite, lorsque la réforme des TIO commencera à avoir une incidence sur les dispositions relatives à la comptabilité de couverture.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 1^{er} janvier 2022 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Amélioration des informations à fournir sur les méthodes comptables et clarification de la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables (modifications à IAS 1 et à IAS 8)

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à portée limitée à IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »), à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 à l'égard des jugements concernant l'importance relative (IFRS Practice Statement 2 Making Materiality Judgements) et à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* (« IAS 8 »).

Les modifications à IAS 1 exigent des sociétés qu'elles présentent toutes leurs méthodes comptables importantes, plutôt que leurs principales méthodes comptables. Les modifications apportées à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 fournissent des directives sur la façon d'appliquer le concept d'importance relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables.

Les modifications à IAS 8 clarifient la façon dont les sociétés devraient faire la distinction entre les changements de méthodes comptables et les changements d'estimations comptables. Cette distinction est importante parce que les changements d'estimations comptables sont appliqués de façon prospective uniquement aux transactions futures et aux autres événements futurs, mais les changements de méthodes comptables sont généralement appliqués de façon rétrospective aux transactions passées et aux autres événements passés.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique (modifications à IAS 12)

En mai 2021, l'IASB a publié des modifications ciblées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de préciser la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur des transactions telles que les contrats de location et les obligations de démantèlement. Dans certaines circonstances, les sociétés sont exemptées de l'impôt différé lorsqu'elles comptabilisent des actifs ou des passifs pour la première fois. Auparavant, il y avait une certaine incertitude quant à savoir si l'exemption s'appliquait aux transactions comme les contrats de location et les obligations de démantèlement, pour lesquelles les sociétés comptabilisent à la fois un actif et un passif. Les modifications précisent que l'exemption ne s'applique pas et que les sociétés sont tenues de comptabiliser l'impôt différé sur ces transactions. Les modifications visent à réduire la diversité dans la présentation de l'impôt différé au titre des contrats de location et des obligations de démantèlement. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de la modification.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses mesures du crédit afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces mesures en fonction de la fourchette cible pour la notation du crédit.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on continue d'observer une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes, tant par le maintien d'un bilan solide que par l'accès continu au capital.

Au 2 octobre 2021, la Société était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 2 octobre 2021.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de la déclaration de fiducie, de l'acte de fiducie et de la convention de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 2 octobre 2021.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire. Au 2 octobre 2021, la BCT respectait toutes les lignes directrices concernant le capital réglementaire établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») et toutes les clauses restrictives financières aux termes de ses conventions de crédit bancaire.

4. Liquidités et financement

Au 2 octobre 2021, la Société (excluant Helly Hansen) n'avait prélevé aucun montant sur ses marges bancaires engagées et n'avait aucun papier commercial libellé en dollars américains en cours. Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à 64,7 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée (180,0 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (261,4 millions NOK). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

Au 2 octobre 2021, Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 50,1 millions de dollars et un montant nominal en cours en vertu des facilités d'achat de billets engagées de la BCT. La BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen, Party City¹ et diverses enseignes SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts à certains marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une banque de l'annexe I réglementée en vertu des lois fédérales, qui gère et finance le portefeuille de cartes Mastercard de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des dépôts dans des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») et des dépôts de certificats de placement garanti (« CPG ») auprès de courtiers, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et d'immeubles industriels.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Les tableaux suivants détaillent les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 2 octobre 2021					le 26 septembre 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	3 606,4 \$	295,6 \$	12,8 \$	(1,7) \$	3 913,1 \$	3 684,2 \$	291,4 \$	12,6 \$	(1,8) \$	3 986,4 \$
Produits intersociétés	0,7	12,0	112,7	(125,4)	—	0,6	9,9	110,6	(121,1)	—
Total des produits	3 607,1	307,6	125,5	(127,1)	3 913,1	3 684,8	301,3	123,2	(122,9)	3 986,4
Coût des activités génératrices de produits	2 464,0	108,1	—	(16,1)	2 556,0	2 523,4	133,7	—	(17,5)	2 639,6
Marge brute	1 143,1	199,5	125,5	(111,0)	1 357,1	1 161,4	167,6	123,2	(105,4)	1 346,8
Autres (produits) charges	(36,3)	(0,5)	—	34,1	(2,7)	(26,2)	0,2	—	31,6	5,6
Frais de vente, généraux et administratifs	905,6	84,1	26,8	(81,5)	935,0	810,3	77,5	28,4	(77,4)	838,8
Charges financières nettes (produits financiers nets)	47,3	(1,8)	26,3	(16,9)	54,9	51,1	(0,6)	26,3	(16,7)	60,1
(Profit) perte lié à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	—	(5,9)	5,9	—	—	—	4,4	(4,4)	—
Bénéfice avant impôt	226,5 \$	117,7 \$	78,3 \$	(52,6) \$	369,9 \$	326,2 \$	90,5 \$	64,1 \$	(38,5) \$	442,3 \$
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	221,0 \$	3,1 \$	— \$	(46,8) \$	177,3 \$	212,5 \$	3,3 \$	— \$	(44,5) \$	171,3 \$
Produits d'intérêts	19,3	258,0	—	(16,0)	261,3	20,6	255,4	—	(16,1)	259,9
Charges d'intérêts	64,8	39,1	26,3	(48,2)	82,0	69,1	38,1	26,3	(49,3)	84,2

1. « Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes									
	le 2 octobre 2021					le 26 septembre 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	10 250,8	\$ 869,5	\$ 39,5	\$ (5,3)	\$ 11 154,5	\$ 9 036,0	\$ 927,4	\$ 39,8	\$ (6,7)	\$ 9 996,5
Produits intersociétés	2,3	31,4	345,5	(379,2)	—	1,8	25,7	335,7	(363,2)	—
Total des produits	10 253,1	900,9	385,0	(384,5)	11 154,5	9 037,8	953,1	375,5	(369,9)	9 996,5
Coût des activités génératrices de produits	7 033,0	280,7	—	(47,7)	7 266,0	6 309,4	514,0	—	(53,6)	6 769,8
Marge brute	3 220,1	620,2	385,0	(336,8)	3 888,5	2 728,4	439,1	375,5	(316,3)	3 226,7
Autres (produits) charges	(132,5)	3,5	—	100,3	(28,7)	(60,7)	0,8	—	89,7	29,8
Frais de vente, généraux et administratifs	2 671,2	250,1	90,9	(245,3)	2 766,9	2 459,1	227,7	92,0	(233,1)	2 545,7
Charges financières nettes (produits financiers nets)	143,8	(2,8)	79,3	(51,9)	168,4	169,6	(1,1)	80,7	(51,5)	197,7
(Profit) perte lié à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	—	(116,7)	116,7	—	—	—	33,5	(33,5)	—
Bénéfice avant impôt	537,6	\$ 369,4	\$ 331,5	\$ (256,6)	\$ 981,9	160,4	\$ 211,7	\$ 169,3	\$ (87,9)	\$ 453,5
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	651,0	\$ 9,8	\$ —	\$ (137,6)	\$ 523,2	642,0	\$ 10,0	\$ —	\$ (132,1)	\$ 519,9
Produits d'intérêts	58,6	748,0	—	(48,2)	758,4	67,7	806,3	0,1	(50,9)	823,2
Charges d'intérêts	196,9	116,1	79,3	(145,2)	247,1	226,4	109,3	80,8	(151,7)	264,8

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les charges financières nettes (produits financiers nets);
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière, les frais de traitement des transactions par carte de crédit et la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger, essentiellement par l'entremise d'Helly Hansen. Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021, les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 145,0 millions de dollars (26 septembre 2020 – 142,6 millions) et à 367,4 millions (26 septembre 2020 – 321,8 millions), respectivement. Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 947,8 millions de dollars au 2 octobre 2021 (26 septembre 2020 – 906,5 millions).

Les tableaux suivants détaillent les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 2 octobre 2021				le 26 septembre 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Dépenses d'investissement ¹	186,1	\$ 2,7	\$ 18,1	\$ 206,9	69,3	\$ 0,9	\$ 11,0	\$ 81,2

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises et les entrées d'actifs de propriété intellectuelle.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 2 octobre 2021				le 26 septembre 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Dépenses d'investissement ¹	427,9	\$ 6,7	\$ 46,2	\$ 480,8	205,8	\$ 2,5	\$ 58,6	\$ 266,9

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises et les entrées d'actifs de propriété intellectuelle.

Les tableaux suivants détaillent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 2 octobre 2021				le 26 septembre 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	171,5 \$	— \$	— \$	171,5 \$	58,8 \$	— \$	— \$	58,8 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 2 octobre 2021				le 26 septembre 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	403,5 \$	— \$	3,4 \$	406,9 \$	135,9 \$	1,8 \$	3,0 \$	140,7 \$

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 2 octobre 2021	Au 26 septembre 2020	Au 2 janvier 2021
Détail	16 419,2 \$	15 589,5 \$	15 937,2 \$
Services Financiers	7 832,4	7 034,7	7 134,2
CT REIT	6 365,8	6 139,6	6 176,1
Éliminations et ajustements	(9 055,9)	(8 790,9)	(8 870,4)
Total de l'actif ¹	21 561,5 \$	19 972,9 \$	20 377,1 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 2 octobre 2021	Au 26 septembre 2020	Au 2 janvier 2021
Détail	9 628,1 \$	9 569,6 \$	9 534,6 \$
Services Financiers	6 722,3	6 016,4	6 120,5
CT REIT	2 771,0	2 755,3	2 800,3
Éliminations et ajustements	(3 919,1)	(3 824,8)	(3 913,0)
Total du passif ¹	15 202,3 \$	14 516,5 \$	14 542,4 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 2 octobre 2021	Au 26 septembre 2020	Au 2 janvier 2021
Créances sur cartes de crédit ²	5 257,8 \$	4 928,3 \$	4 983,8 \$
Prêts aux marchands et autres prêts ³	493,6	553,5	507,7
Total des créances sur prêts	5 751,4	5 481,8	5 491,5
Moins : tranche à long terme ⁴	422,3	506,8	459,7
Tranche courante des créances sur prêts	5 329,1 \$	4 975,0 \$	5 031,8 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite des corrections de valeur des créances sur prêts.

2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

3. Les prêts aux marchands de 492,6 millions de dollars sont constitués de prêts émis par Franchise Trust.

4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 421,3 millions de dollars (26 septembre 2020 – 505,7 millions; 2 janvier 2021 – 458,7 millions).

Les corrections de valeur à l'égard des créances sur prêts de la Société ont diminué de 52,3 millions de dollars par rapport au 2 janvier 2021. Cette diminution est principalement attribuable à la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille, comme en témoigne le maintien de taux de paiement solides et de taux de défaillance favorables. Malgré l'amélioration du risque global, la direction continue d'évaluer les corrections de valeur en prenant en considération l'incertitude qui plane toujours quant au comportement futur des détenteurs de cartes de crédit, qui pourrait être influencé par l'assouplissement des restrictions gouvernementales et par la fin attendue des mesures d'allègement gouvernementales, entre autres indicateurs de la santé économique. La continuité des corrections de valeur à l'égard des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021			
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 2 janvier 2021	409,1 \$	161,3 \$	293,6 \$	864,0 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(5,1)	(13,3)	(235,2)	(253,6)
Recouvrements	—	—	68,7	68,7
Nouveaux prêts émis	13,8	—	—	13,8
Transferts				
à la phase 1	104,2	(37,4)	(66,8)	—
à la phase 2	(13,1)	20,6	(7,5)	—
à la phase 3	(16,1)	(20,9)	37,0	—
Réévaluations nettes	(76,4)	55,6	139,6	118,8
Solde au 2 octobre 2021	416,4 \$	165,9 \$	229,4 \$	811,7 \$

2020

(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 28 décembre 2019	300,5 \$	192,1 \$	304,2 \$	796,8 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(7,8)	(27,3)	(313,5)	(348,6)
Recouvrements	—	—	61,6	61,6
Nouveaux prêts émis	7,7	—	—	7,7
Transferts				
à la phase 1	106,2	(66,3)	(39,9)	—
à la phase 2	(14,4)	19,3	(4,9)	—
à la phase 3	(24,8)	(42,6)	67,4	—
Réévaluations nettes	60,1	95,2	218,5	373,8
Solde au 26 septembre 2020	427,5 \$	170,4 \$	293,4 \$	891,3 \$

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de créances sur cartes de crédit. La Banque continue de chercher à recouvrer les montants qui ont été radiés au cours de la période, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Les tableaux suivants présentent l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

	2 octobre 2021			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 676,7 \$	57,5 \$	— \$	2 734,2 \$
Risque modéré	1 842,5	102,9	—	1 945,4
Risque élevé	737,2	155,0	497,7	1 389,9
Total de la valeur comptable brute	5 256,4	315,4	497,7	6 069,5
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	416,4	165,9	229,4	811,7
Valeur comptable nette	4 840,0 \$	149,5 \$	268,3 \$	5 257,8 \$

	26 septembre 2020			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 272,4 \$	57,0 \$	— \$	2 329,4 \$
Risque modéré	1 827,0	103,2	—	1 930,2
Risque élevé	733,5	184,8	641,7	1 560,0
Total de la valeur comptable brute	4 832,9	345,0	641,7	5 819,6
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	427,5	170,4	293,4	891,3
Valeur comptable nette	4 405,4 \$	174,6 \$	348,3 \$	4 928,3 \$

	2 janvier 2021			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 364,6 \$	58,9 \$	— \$	2 423,5 \$
Risque modéré	1 799,3	108,4	—	1 907,7
Risque élevé	698,1	168,8	649,7	1 516,6
Total de la valeur comptable brute	4 862,0	336,1	649,7	5 847,8
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	409,1	161,3	293,6	864,0
Valeur comptable nette	4 452,9 \$	174,8 \$	356,1 \$	4 983,8 \$

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur les créances sur cartes de crédit s'est élevée à 235,7 millions de dollars (26 septembre 2020 – 244,0 millions) et à 701,5 millions (26 septembre 2020 – 773,9 millions), respectivement.

7. Dette à long terme

Le 6 janvier 2021, CT REIT a émis des débentures de premier rang non garanties de série G d'un montant de 150,0 millions de dollars. Les débentures sont assorties d'un taux d'intérêt nominal de 2,371 pour cent et arrivent à échéance le 6 janvier 2031.

Le 10 janvier 2021, CT REIT a remboursé la totalité du montant en capital en cours des débentures de premier rang non garanties de série C de 150,0 millions de dollars.

8. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 2 octobre 2021	Au 26 septembre 2020	Au 2 janvier 2021
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (2020 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 757 actions de catégorie A sans droit de vote (26 septembre 2020 – 57 383 757; 2 janvier 2021 – 57 383 758)	607,1	593,3	596,8
	607,3 \$	593,5 \$	597,0 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours des trois premiers trimestres de 2021 et de l'exercice 2020, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Des actions de catégorie A sans droit de vote de la Société ont été rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de sa politique antidilutive. Au cours du premier trimestre de 2020, des actions de catégorie A sans droit de vote ont également été rachetées dans le cadre de l'intention de rachat d'actions de 2020 de la Société. Les rachats sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes				Pour les périodes de 39 semaines closes			
	le 2 octobre 2021		le 26 septembre 2020		le 2 octobre 2021		le 26 septembre 2020	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	57 383 758	603,9 \$	57 383 758	589,9 \$	57 383 758	596,8 \$	58 096 958	587,8 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	17 813	3,4	27 214	3,7	59 658	10,9	82 917	10,6
Rachetées ¹	(17 814)	(3,4)	(27 215)	(3,7)	(59 659)	(11,0)	(796 118)	(107,1)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au PRAA ²	—	—	—	—	—	—	—	3,0
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	3,2	—	3,4	—	10,4	—	99,0
Actions en circulation à la fin	57 383 757	607,1 \$	57 383 757	593,3 \$	57 383 757	607,1 \$	57 383 757	593,3 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

2. Programme de rachat d'actions automatique.

Au 2 octobre 2021, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 71,4 millions de dollars (26 septembre 2020 – 69,2 millions) au taux de 1,1750 \$ par action (26 septembre 2020 – 1,1375 \$ par action).

Le 10 novembre 2021, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes à un taux de 1,30 \$ par action payables le 1^{er} mars 2022 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2022.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020, 377 361 et 173 046 options sur actions, respectivement, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par part dilué car elles avaient un effet antidilutif.

9. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 39 semaines close le 2 octobre 2021, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 225 011 (26 septembre 2020 – 1 021 688) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis graduellement sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à des prix d'exercice de 173,14 \$ et de 207,09 \$ (26 septembre 2020 – 80,49 \$).

10. Produits

Les tableaux suivants détaillent les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 2 octobre 2021					le 26 septembre 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajuste-ments	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajuste-ments	Total
Vente de biens	3 460,5	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 3 460,5	3 532,0	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 3 532,0
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	1,8	256,0	—	(0,9)	256,9	2,6	254,6	—	(1,0)	256,2
Redevances et droits de licence	16,1	—	—	—	16,1	15,7	—	—	—	15,7
Services rendus	4,7	39,6	—	(0,8)	43,5	5,8	36,8	—	(0,8)	41,8
Produits locatifs	123,3	—	12,8	—	136,1	128,1	—	12,6	—	140,7
	3 606,4	\$ 295,6	\$ 12,8	\$ (1,7)	\$ 3 913,1	3 684,2	\$ 291,4	\$ 12,6	\$ (1,8)	\$ 3 986,4

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes									
	le 2 octobre 2021					le 26 septembre 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajuste-ments	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajuste-ments	Total
Vente de biens	9 824,0	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 9 824,0	8 645,8	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 8 645,8
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	5,5	744,6	—	(2,5)	747,6	10,9	804,5	—	(4,1)	811,3
Redevances et droits de licence	41,5	—	—	—	41,5	34,6	—	—	—	34,6
Services rendus	13,6	124,9	—	(2,8)	135,7	14,7	122,9	—	(2,6)	135,0
Produits locatifs	366,2	—	39,5	—	405,7	330,0	—	39,8	—	369,8
	10 250,8	\$ 869,5	\$ 39,5	\$ (5,3)	\$ 11 154,5	9 036,0	\$ 927,4	\$ 39,8	\$ (6,7)	\$ 9 996,5

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Canadian Tire	2 067,4	\$ 2 322,7	\$ 6 329,7	\$ 5 775,5
SportChek	560,6	533,2	1 410,7	1 210,0
Mark's	307,3	286,3	842,3	679,8
Helly Hansen ¹	157,6	155,4	394,5	345,8
Division pétrolière	503,5	374,6	1 247,5	1 003,8
Autres et éliminations intersectorielles ¹	10,0	12,0	26,1	21,1
	3 606,4	\$ 3 684,2	10 250,8	\$ 9 036,0

1. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement.

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

11. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Coût des ventes de stocks ¹	2 460,4 \$	2 518,8 \$	7 032,7 \$	6 300,5 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	54,9	83,3	122,5	367,8
Charges financières	22,7	20,4	67,8	55,2
Autres	18,0	17,1	43,0	46,3
	2 556,0 \$	2 639,6 \$	7 266,0 \$	6 769,8 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend l'amortissement pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021 de 4,6 millions de dollars (2020 – 3,4 millions) et de 12,6 millions (2020 – 9,7 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 25,7 millions de dollars (2020 – 13,6 millions) et à 87,1 millions (2020 – 53,4 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours de périodes antérieures et reprises au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021 s'élevaient à 2,9 millions de dollars (2020 – 2,3 millions) et à 8,0 millions (2020 – 5,2 millions), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

12. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Charges liées au personnel	377,7 \$	334,1 \$	1 113,8 \$	1 006,0 \$
Occupation	109,6	104,0	340,9	320,9
Marketing et publicité	77,8	62,8	217,0	184,5
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	67,4	70,5	203,4	214,7
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	74,3	70,5	217,6	210,7
Amortissement des immobilisations incorporelles	31,0	26,9	89,6	84,8
Systèmes informatiques	66,6	55,0	182,9	156,7
Autres	130,6	115,0	401,7	367,4
	935,0 \$	838,8 \$	2 766,9 \$	2 545,7 \$

1. Se reporter à la note 11 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

13. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Produits financiers	(3,2) \$	(2,2) \$	(7,1) \$	(7,5) \$
Produits financiers sur les créances locatives ¹	(1,2)	(1,5)	(3,8)	(4,4)
Charges financières	37,4	39,6	111,3	135,0
Charges financières sur les obligations locatives	21,9	24,2	68,0	74,6
	54,9 \$	60,1 \$	168,4 \$	197,7 \$

1. Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.

14. Impôt sur le résultat

Les charges (économies) d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020	le 2 octobre 2021	le 26 septembre 2020
Profits nets (pertes nettes) liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	1,5 \$	(0,6) \$	3,4 \$	(12,0) \$
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(1,1)	1,4	—	(1,3)
Reclassement de la perte en résultat	0,9	0,1	4,2	0,3
Profits nets (pertes nettes) liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	17,8	(9,3)	3,1	19,6
	19,1 \$	(8,4) \$	10,7 \$	6,6 \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 16 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 2 octobre 2021	Au 26 septembre 2020	Au 2 janvier 2021
Trésorerie	719,8 \$	511,7 \$	750,7 \$
Équivalents de trésorerie	814,2	779,7	540,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	14,3	11,4	36,2
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	1 548,3	1 302,8	1 327,2
Dette bancaire	(12,9)	(6,8)	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie, montant net	1 535,4 \$	1 296,0 \$	1 327,2 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue du paiement de capital et d'intérêts aux porteurs de billets et d'autres frais de financement de 5,4 millions de dollars (26 septembre 2020 – 5,8 millions; 2 janvier 2021 – 29,7 millions) ainsi que d'autres éléments liés à l'exploitation d'Helly Hansen de 8,9 millions (26 septembre 2020 – 5,6 millions; 2 janvier 2021 – 6,6 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 120,1 millions de dollars (26 septembre 2020 – 108,3 millions) et à 344,1 millions (2020 – 327,9 millions), respectivement.

Engagements en capital

Au 2 octobre 2021, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 167,7 millions de dollars (26 septembre 2020 – 237,1 millions).

16. Instruments financiers

16.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 33 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

16.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 2 octobre 2021		Au 26 septembre 2020		Au 2 janvier 2021	
Catégorie		Niveau		Niveau		Niveau	
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	61,7 \$	2	30,1 \$	2	69,8 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	31,4	2	21,4	2	0,2
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	2,1	2	16,0	2	28,2
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	53,3	2	28,9	2	14,4
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	18,8	2	8,2	2	25,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	19,0	2	18,3	2	93,7
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	567,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	8,0	2	0,7	2	2,2
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	1,3	2	2,3	2	8,2

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 octobre 2021 et le 26 septembre 2020.

16.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 33.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 2 octobre 2021		Au 26 septembre 2020		Au 2 janvier 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	580,0 \$	579,7 \$	402,2 \$	401,6 \$	643,0 \$	642,3 \$
Placements à long terme	176,7	176,2	176,3	176,3	146,2	146,1
Dette	4 267,2	4 500,5	4 265,3	4 539,1	4 266,2	4 593,3
Dépôts	4 091,5	4 122,3	3 249,0	3 337,1	3 509,7	3 613,3

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

17. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire, et elle a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

La Banque a interjeté appel des avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation pour les exercices allant de 2011 à 2017 devant la Cour canadienne de l'impôt. Le 29 juin 2021, la Cour de l'impôt a rendu une décision autorisant l'appel de la Banque, en se fondant sur le fait que les frais de service payés par la Banque aux réseaux de cartes de crédit constituent une contrepartie pour des services financiers exonérés aux termes d'un jugement convenu. La Banque s'attend à ce que l'Agence du revenu du Canada émette une nouvelle cotisation conforme au jugement rendu par la Cour de l'impôt dans les mois à venir, annulant ainsi les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation. Aucune provision n'a été constituée en prévision des montants faisant l'objet des cotisations qui auraient été à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable.